

Observatoire interne

Une trompeuse amélioration

L'enquête semestrielle de l'observatoire interne aux ministères économique et financier s'est déroulée du 7 mars au 1^{er} avril 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 3309 agents issus de toutes les directions.

Des changements trop rapides

Contrairement à l'enquête précédente, celle-ci a eu lieu dans une période où le climat social n'était certainement pas serein mais tout au moins moins conflictuel (en octobre 2010 : conflit sur les retraites). Certains paramètres de cette vague de l'observatoire interne pourraient faire croire à une amélioration dans les services, mais à y regarder de plus près cette vision est trompeuse.

Il suffit de constater que 63% des agents perçoivent le rythme du changement dans leur direction comme trop rapide. Ce taux ne cesse de progresser depuis plusieurs enquêtes (pour rappel il y a 10 ans ce taux n'atteignait que 26% !)

Des évolutions sont toutefois à constater, si la DGFIP (+3%) ou la DGCIS (+6%) voient la situation empirer, trois directions très fortement impactées ces dernières années connaissent une légère baisse (INSEE, Douane et CCRF).

Par comparaison, avec le reste de la Fonction Publique, la spécificité « Bercy » en la matière est particulièrement significative. Le taux de la Fonction Publique d'État n'atteint que 36% !

Quand les agents sont sondés sur des points plus précis, les chiffres se passent de trop de commentaires : 71% considèrent que les conditions de travail se dégradent, ce taux est de 58% pour l'organisation et les méthodes de travail, 49% pour l'écoute des agents, 36% pour la gestion des carrières !

Là encore tous ces indicateurs se détériorent par rapport à l'enquête précédente

Pour la première fois depuis plus de dix ans d'existence, l'enquête relève une majorité d'agents qui considère que les changements ont des effets défavorables (51%) ! Avec des directions particulièrement en pointe : 82% à la CCRF, 53% à l'INSEE, 59% à la DGDDI, 51% à la DGFIP.

Tout aussi préoccupant, 50% des agents se déclarent pessimistes quant à l'évolution de leur propre situation, même si ce chiffre est en recul de 7 points par rapport à l'enquête de mars 2010. Toutefois, certaines directions connaissent une évolution inverse : DGDDI (+7%), DGCIS (+11%), SG (+4%).

Ce n'est pas la démarche de modernisation qui est rejetée par les personnels, puisque 83% la jugent utile ou indispensable mais bien les conditions dans lesquelles elle se produit.

Un climat social toujours conflictuel !

Si l'intranet et les organisations syndicales demeurent les principales sources d'information des agents, il faut noter enfin une certaine amélioration de la hiérarchie directe (+7%), ce qui n'est en fait qu'un retour à une certaine normalité.

Au premier regard, il pourrait paraître paradoxal de constater que les agents trouvent le climat social dans nos ministères plus apaisé (+1%), en particulier à l'INSEE (+6%), à la CCRF (+9%), seule la DGCIS connaît une courbe inversée, ce qui peut s'expliquer par les interrogations nées de la délocalisation de cette direction à Ivry (-7%).

Tout comme il est marquant de constater que les agents estiment que le risque de conflictualité diminue (-26%), là encore la DGCIS étant une exception (+13%).

Pour mieux appréhender ces chiffres, il ne faut pas occulter que la dernière enquête a eu lieu en plein conflit automnal des retraites, et que les suites de ce conflit sont encore bien présentes dans l'esprit des agents.

Malgré tout, 57% des agents sont prêts à participer à des actions revendicatives, et même si les chiffres là également sont moins impressionnants qu'à l'automne dernier, ils demeurent particulièrement élevés à la DGDDI (67%), la CCRF (71%) ou l'INSEE (60%).

Une démotivation au travail accrue !

Quand les agents sont interrogés sur leur propre situation au travail, ils sont toujours aussi satisfaits de tout ce qui traite de l'environnement au travail : Horaires (94%) – Équilibre vie privée-vie professionnelle (82%) – Contenu du travail (80%) – Formation (78%).

Par contre, tous les paramètres ayant trait à la reconnaissance de leur travail connaissent des résultats plus faibles : Rémunération (58%) – Possibilités de promotion (46%).

La satisfaction de travailler dans les ministères économique et financier est toujours présente (81%). Il est vrai que comparé à la situation sociale dans notre pays, ou dans le reste de l'Europe, les agents ont peut être tendance à relativiser leur situation personnelle sans pour autant en être satisfait.

D'ailleurs, la dernière question contribue fortement à ce sentiment général puisque la part de démotivation au travail progresse : +4% pour atteindre 36%.

Cette démotivation au travail a tendance à se répandre au travers de toute la société : 40% dans la Fonction Publique d'État mais aussi dans les entreprises privées !

Avec toute la prudence qu'il faut accorder à une enquête d'opinion, cette nouvelle vague, même si elle ne démontre pas une aggravation marquante de la situation, demeure toutefois à des niveaux d'insatisfaction particulièrement élevés.

Cette enquête corrobore l'analyse que FO Finances ne cesse de développer depuis des mois auprès des autorités ministérielles.

Ces derniers, totalement enfermés dans leur doctrine budgétaire de suppressions d'emplois et de crédits de fonctionnement, restent sourds à l'accroissement des difficultés rencontrées au quotidien par les agents, qui se caractérisent par une exponentielle croissance de leur souffrance au travail.